



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# VIOLENCE SOCIALE, VIOLENCE POLICIÈRE ÇA SUFFIT COMME ÇA !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 13 NOVEMBRE 2014

Même si le gouvernement l'a su aussitôt et d'abord caché, c'est maintenant incontestable: Rémi Fraisse a bien été tué par une grenade offensive – une arme de guerre – alors qu'il manifestait pacifiquement contre la construction d'un barrage à Sivens. Un projet inutile au profit d'une quarantaine de grands exploitants agricoles.

## LA RÉPRESSION

### POUR MUSLER TOUTE CONTESTATION

Contrairement à la formule d'un dirigeant socialiste du Tarn, Rémi n'est pas « mort pour ses idées », ni victime d'une « bavure », mais assassiné par des gendarmes qui ont balancé une quarantaine de grenades offensives sur un total plusieurs centaines en tous genres, rendant cet événement tragique inévitable.

Et ce n'est pas une nouveauté. Contre celles et ceux qui refusent les politiques patronale et gouvernementale, le gouvernement multiplie les mesures répressives. Violences policières systématiques contre les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes, interdiction des manifestations en solidarité avec le peuple palestinien, répression à la Poste, à la SNCF, à l'Inspection du travail, etc. Violences répétées contre les sans-papiers, les Roms, les demandeurs d'asile. Criminalisation des militants de la Confédération paysanne en lutte contre « l'usine » des 1000 vaches.

Avec, en prime, le vote d'une loi qui, au nom de la lutte contre le terrorisme, vise à « fliquer » toute la population.

### LE GOUVERNEMENT COUVRE SA POLICE

Suite à la mort de Rémi Fraisse, le gouvernement a mis 48 heures avant de présenter ses condoléances à la famille, tout en multipliant les insinuations pour salir les manifestants.

Mais au même moment, le même gouvernement n'a pas hésité une seconde pour pleurer le patron de Total, ce trust français responsable d'une guerre

civile au Congo ou encore de l'emploi d'esclaves pour la construction d'un pipeline en Birmanie.

Et pourtant, les grands médias continuent à alimenter le jeu pourri d'inversion des rôles, en posant leur question rituelle aux manifestants : « *Condamnez-vous ces violences dans les manifestations ? Est-ce que vous lancez un appel au calme ?* », sans qu'aucun d'entre eux ne dénonce la violence de l'Etat.

### POUR LA MAJORITÉ D'ENTRE NOUS, LA VIOLENCE SOCIALE, C'EST TOUS LES JOURS !

La violence des patrons qui licencient, dégradent les conditions de travail, baissent les salaires, détruisent les vies de milliers de familles et s'en prennent à toutes celles et ceux qui tentent de résister, cette violence n'est jamais dénoncée.

Elle n'est même jamais montrée. C'est pourtant celle que nous sommes des millions à subir au quotidien.

### REPRENDRE L'INITIATIVE

Cette violence de la classe bourgeoise et de l'Etat à son service, nous avons besoin d'y résister tous ensemble. La principale force dont nous disposons pour cela, c'est celle du nombre.

Selon un proche du président, « *la grande peur de Hollande depuis le début du quinquennat, c'est une explosion sociale, et notamment de la part de la jeunesse* ».

Alors donnons-lui raison ! Nous avons toutes les raisons de nous révolter contre cette politique antisociale et cette répression, seule réponse à nos revendications.

**Le 15 novembre, plusieurs partis, syndicats et associations appellent à manifester pour affirmer notre rejet du budget 2015, symbole de la politique des reculs sociaux répondant aux exigences du MEDEF. C'est l'occasion de tisser des liens entre les travailleurs de différents secteurs, de préparer une riposte générale.**



## **GAZ, ÉLECTRICITÉ :**

### **AUGMENTATIONS SCANDALEUSES**

Les tarifs du gaz et de l'électricité ont une nouvelle fois augmenté au 1er novembre : 2,31% pour le gaz, après une hausse de 3,9% en octobre et 2,5% pour l'électricité.

Cette hausse est d'autant plus scandaleuse qu'EDF affiche des bénéfices record : 3,6 milliards en 2013 et déjà 3,1 milliards, rien que pour le premier semestre 2014 !

La seule raison pour ces augmentations largement supérieures à l'inflation et à la hausse des salaires est que c'est bientôt l'hiver et que bien sûr, ces deux entreprises veulent en profiter pour remplir leurs coffres forts. Sans parler du gouffre que représente le réacteur EPR de Flamanville, avec un surcoût de plus de 5 milliards par rapport au coût initialement prévu, qu'EDF veut nous faire payer.

### **GAD : MÉTHODES PATRONALES DE VOYOUS**

Les abattoirs Gad en Bretagne ont connu 1 200 suppressions de postes ces derniers mois, avec des fermetures de sites. Celui de Josselin dans le Morbihan a été repris par le groupe Intermarché, avec 225 salariés en moins (530 sur 755).

Vendredi 17 octobre, les salariés étaient convoqués dans la salle polyvalente du village, une file de droite, une file de gauche, et ils passaient par ordre alphabétique. C'est là qu'on faisait le tri : vous restez, vous partez ! Quelle élégance !

Et voici que quelques jours plus tard, les dirigeants se rendaient compte qu'il n'y avait pas assez de monde, et rappelaient 17 salariés parmi les licenciés. C'est ce qu'on enseigne dans les écoles de management moderne ?

### **SALAIRES : VALLS MONTRE L'EXEMPLE !**

Si Valls a refusé un coup de pouce en faveur du SMIC et poursuit le gel des salaires dans la fonction publique, il est plus généreux avec ses plus proches collaborateurs.

Selon Mediapart, une étude consacrée aux "effectifs des cabinets ministériels" montre que la rémunération brute moyenne d'un agent employé dans un cabinet ministériel a augmenté de 7,1% sous le gouvernement Valls par rapport au gouvernement Ayrault, de 7.655 à 8.201 euros par mois.

Au sein du cabinet de Valls, la rémunération a même progressé de 8%, de 10.106 à 10.911 euros. Les "indemnités de sujétion" ont, elles, progressé de 2.142 à 2.235 euros. Soit une fois ces deux variables ajoutées, une moyenne de 10.436 euros par mois contre 9.797 sous Ayrault.

Hollande et Valls gagnent évidemment beaucoup plus que leurs collaborateurs. Mais si on réduisait la rémunération et les indemnités des conseillers à leur minimum comme ils l'imposent aux travailleurs, ça ferait une économie de 3,8 millions d'euros. Mais Valls l'arrogant ne doute de rien et

nous prévient : « *Je refuse qu'on vive avec un chômage de masse parce qu'il est bien indemnisé* ». Vu qu'ils semblent envier ces « chanceux » de chômeurs, nous proposons de le mettre, ainsi qu'Hollande, Macron, Gattaz et l'ensemble de leurs cabinets, au RSA jusqu'à nouvel ordre.

### **UNE PREMIÈRE USINE RENAULT EN ALGÉRIE**

Le 10 novembre, Carlos Ghosn a inauguré la première usine Renault en Algérie, en présence de Fabius, ministre des affaires étrangères et de Macron, ministre de l'économie et de l'industrie. Cette usine a aujourd'hui une capacité de production de 25 000 voitures, avec une extension prévue à 75 000 voitures.

Le modèle produit est une version « Extrême » super luxe de la version « Symbol » de la Dacia Logan. On annonce que sa production serait exclusivement destinée au marché algérien. Mais c'est peu probable, car ce genre d'assurance n'a jamais été tenue et on voit mal l'Algérie comme seul débouché d'une voiture super-luxe de Dacia.

Avec l'ouverture de cette usine et la politique de mise en concurrence systématique des sites planifiée par Renault, c'est l'usine de Pitesti, en Roumanie, qui est visée puisque le dispositif industriel de Renault traite toute l'Europe (élargie au bassin méditerranéen) comme une seule zone.

Si la mer Méditerranée est interdite aux migrants, on constate qu'une fois de plus, elle est largement ouverte aux échanges de capitaux et de marchandises. L'occasion de rappeler que la solidarité entre travailleurs et populations de toutes nationalités est le seul moyen de faire valoir partout nos droits. Avec les ouvriers algériens de la nouvelle usine Renault comme avec ceux de Roumanie.

### **CHANSON D'ENFOIRÉS**

« *Aujourd'hui, on n'a plus le droit, ni de virer ni de licencier* »: cette rengaine du patronat, on la connaît.

Gattaz, chef du Medef, propose donc de sortir de la Convention 158 de l'Organisation internationale du travail, qui oblige à justifier un licenciement.

Pourtant ce texte n'en empêche aucun. Repris dans le Code du travail, il permet seulement d'obtenir une indemnité si la justice estime que l'abus est manifeste. Mais même cela serait encore trop: ce que réclame le Medef, c'est l'arbitraire patronal le plus complet.

#### **MAIL POUR NOUS CONTACTER:**

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

#### **LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique